

# A REÇULONS TOUJOURS

## HISTOIRE PEU COMMUNE DE QUINZE ANNÉES DE NÉGOCIATIONS ENTRE LE JAPON ET LA CORÉE DU NORD

GAVAN MCCORMACK \* ET WADA HARUKI \*\*

*Le Premier ministre Koizumi Junichiro a fait preuve d'audace en se rendant à deux reprises à Pyongyang pour s'y entretenir avec Kim Jong Il, alors que les relations entre le Japon et la République Populaire Démocratique de Corée étaient gelées depuis plus de cinquante ans. Parallèlement à ces rencontres, Tokyo franchissait une série d'étapes vers la « normalisation » de sa posture internationale et l'intégration de l'archipel à la « grande stratégie » américaine. La contradiction est évidente mais cette audace laissait entrevoir ce que pourrait être le rôle du Japon dans la solution positive des problèmes de l'Asie du Nord-Est et dans la constitution d'une zone non exclusive de convergence pacifique, d'intense coopération économique, d'échanges culturels et humains. Pourtant, c'est à un nouveau blocage des relations bilatérales que l'on a assisté. La cause première en est la question des « enlevés » japonais, question pour le moins sensible, que les voyages de Koizumi ont fait pourtant évoluer. A bien des égards, elle est emblématique de la vie politique japonaise et révélatrice de l'alternative devant laquelle le pays se trouve aujourd'hui placé.*

Aucun pays n'est plus proche du Japon que la Corée. Depuis les temps reculés, les échanges entre les deux voisins ont toujours été très étroits et pourtant, aujourd'hui, le Japon n'entretient des relations qu'avec un seul des deux États coréens, relations qui sont d'ailleurs source de litiges. Alors que le Japon a normalisé ses rapports avec la République de Corée (Corée du Sud) en 1965, il n'a pas encore officiellement reconnu la République populaire démocratique de Corée (RPDC ou Corée du Nord). Cette asymétrie est un obstacle

---

\* PROFESSEUR À L'AUSTRIAN NATIONAL UNIVERSITY

\*\* PROFESSEUR ÉMÉRITE DE L'UNIVERSITÉ DE TOKYO

majeur sur la voie menant non seulement à la restauration des relations globales nippo-coréennes, mais aussi à la fin de la guerre froide en Asie.

En dépit des deux visites diplomatiques que le Premier ministre japonais, Koizumi Junichiro, a effectuées en Corée du Nord ces dernières années, les progrès vers la normalisation sont au point mort. Plusieurs différends pèsent sur les discussions : la posture militaire globale de la Corée du Nord, son programme d'armes nucléaires et l'enlèvement de citoyens japonais dans les années 70 et 80. Pour pouvoir revenir à la table de négociation et résoudre les problèmes, les deux pays doivent faire face à leurs disputes encore en suspens, mais aussi s'attaquer aux racines historiques du conflit.

## L'Histoire

L'Histoire demeure une plaie ouverte dans les relations nippo-coréennes. Les citoyens des deux Corées ont enduré de grandes souffrances et de grands dommages sous l'autorité coloniale japonaise. Lorsque le Japon normalisa ses relations avec la Corée du Sud en 1965, il n'exprima cependant ni regret ni excuses pour le passé. Ce ne fut qu'en août 1995 que le Premier ministre Murayama présenta au nom du Japon regrets et excuses pour les douleurs et les dommages infligés par quatre décennies de colonialisme. Trois ans plus tard, les gouvernements du Japon et de Corée du Sud signèrent une déclaration jointe (ré)affirmant le contenu de la Déclaration Murayama.

Après quarante ans de normalisation et des millions de voyageurs entre les deux pays, les blessures infligées par l'impérialisme japonais sont à peine refermées et se rouvrent facilement. Ainsi, lorsque le Japon a revendiqué une île, point de litige entre les deux pays – Tokdo (en coréen) ou Takeshima (en japonais) –, de vives manifestations éclatèrent à travers la Corée du Sud. Par la suite, dans un discours prononcé en mars 2005, le président de la Corée du Sud, Roh Moo-Hyun, critiqua carrément le Japon en qualifiant d'inadéquate la Déclaration Murayama.

Quelque tardif et incomplet qu'il soit, le processus de normalisation entre le Japon et la Corée du Sud chemine du moins depuis quarante ans. Les relations avec la moitié nord de la péninsule sont considérablement moins avancées. Par exemple, jusqu'en 2002, le Japon n'a présenté aucune excuse à la Corée du Nord. Si l'Histoire demeure un sujet de contestation entre Tokyo et Séoul, elle constitue un sujet encore plus épineux entre Tokyo et Pyongyang. Le fondateur et premier président de la Corée du Nord,

Kim Il Sung, fut un chef de partisans. La haine farouche qu'il vouait aux forces japonaises affectées à l'« élimination des bandits » devint l'esprit fondateur même du pays. Cette histoire rend indispensables l'expression de regrets et la présentation d'excuses pour le passé, avant toute normalisation des relations.

Le rôle du Japon dans la guerre de Corée est aussi un point très délicat. Lorsque les États-Unis entrèrent en guerre pour venir en aide à la Corée du Sud, le Japon devint automatiquement une importante base pour les activités militaires américaines. Le réseau ferroviaire japonais, les gardes-côtes et la Croix Rouge ont tous coopéré dans la guerre du côté américain. Des marins japonais ont conduit la première division de marines vers son lieu de débarquement à Inchon et des bâtiments japonais ont déminé les approches pour permettre le débarquement de forces américaines à Wonsan. Tout au long de la guerre, des bombardiers B 29 américains ont mené des raids depuis Yokota (près de Tokyo) et Kadena (à Okinawa) contre des villes, des barrages et autres installations en Corée du Nord. Comme pays vaincu et occupé, le Japon était contraint d'obéir sans conditions aux ordres des forces américaines. Bien que de ce fait les Japonais n'aient ni le sentiment ni même le souvenir d'avoir participé à cette guerre, la RPDC voit, elle, dans le Japon un pays belligérant qui apporta son soutien total aux États-Unis et à la Corée du Sud.

Depuis la fin des hostilités il y a cinquante-deux ans, le cessez-le-feu perdure sans traité de paix, il existe toujours des bases américaines au Japon, et le Japon et la RPDC demeurent braqués dans leur affrontement. Pendant ce temps-là, la Corée du Nord s'est lancée dans des activités peu régulières pour recueillir des renseignements sur les bases américaines et japonaises, en envoyant des vaisseaux espions et des agents avec de faux passeports et en enlevant à l'occasion des ressortissants japonais afin (c'est ce que l'on présume) de fournir des passeports pour les espions envoyés outre-mer. Dans les années 90, le développement et le déploiement de missiles de moyenne portée ainsi que les soupçons sur les plans nord coréens de développement de l'arme nucléaire sont un sujet majeur pour des négociations bilatérales. Naturellement, le côté nord-coréen aura aussi des choses à dire à propos des bases américaines au Japon.

En septembre 1990, presque un demi-siècle après la fin de la domination coloniale, les négociations entre le Japon et la Corée du Nord s'ouvrirent sur ces questions mêmes. La Corée du Nord avait commencé à repenser sa position après la fin de la guerre froide et l'ouverture de relations diplomatiques entre l'Union soviétique et la Corée du Sud. Le gouvernement japonais frappa à

la porte de la Corée du Nord, exprimant des regrets au sujet du passé colonial, et une mission se rendit à Pyongyang. En faisaient partie Kanemaru Shin du Parti libéral démocrate (PLD) et Tanabe Makoto du Parti socialiste japonais (PSJ), porteurs d'une lettre personnelle du Premier ministre Takeshita Noboru. Une déclaration conjointe des trois partis (LDP, PSJ et Parti du travail de Corée) sur la normalisation fut adoptée. Le côté japonais exprimait des excuses, le désir d'offrir des compensations pour les souffrances et les malheurs causés par trente-six ans de colonialisme japonais et pour les pertes subies durant les quarante-cinq ans qui suivirent, une volonté d'entamer des relations diplomatiques. Les négociations de normalisation entre le Japon et la RPDC débutèrent en janvier 1991, se poursuivirent jusqu'en mai 1992, puis furent rompues après le huitième round. Plusieurs causes se combinaient pour empêcher tout progrès : la résistance du Japon à l'idée de toute compensation à la Corée du Nord pour les pertes d'après 1945 (en dépit de « l'Accord des trois partis »<sup>1</sup>), l'attitude négative du gouvernement de Corée du Sud devant tout rapprochement avec la Corée du Nord, les soupçons à l'égard du programme nucléaire nord coréen, et, dernière cause mais pas la moindre, les pressions exercées par les États-Unis. Accusé de corruption, Kanemaru fut arrêté en novembre 1992. En 1995, le cabinet Murayama fit un effort pour rouvrir des négociations mais n'aboutit qu'à fournir du riz pour aider le Nord. Ce n'était pas un moment opportun pour le rapprochement. Des essais de missiles, diverses incursions de bateaux espions dans les mers japonaises, la crise nucléaire qui en 1993-1994 amena les États-Unis et la Corée du Nord au bord de la guerre compliquèrent les négociations.

Une autre question vint graduellement obscurcir toutes les autres préoccupations : l'enlèvement par la Corée du Nord quinze ans auparavant de citoyens japonais. Les soupçons naquirent dans les années 1980. En 1987, le vol KAL 858 explosa au-dessus de la mer d'Andaman, tuant les 115 passagers à bord. La justice sud-coréenne accusa une femme nord-coréenne qui voyageait avec un faux passeport. Celle-ci déclara qu'une femme enlevée au Japon lui avait enseigné le japonais<sup>2</sup>. Quelques années plus tard,

---

<sup>1</sup> Ce point n'a jamais figuré dans les négociations officielles de gouvernement à gouvernement.

<sup>2</sup> Les autorités japonaises en vinrent à soupçonner qu'il s'agissait de Taguchi Yaeko, qui avait disparu du Japon en juin 1978 et dont Pyongyang disait qu'elle était morte dans un accident de la circulation en juillet 1986.

un agent nord-coréen, qui avait fui vers la Corée du Sud, donna la preuve qu'il avait vu une femme du nom de Megumi dans un centre d'entraînement pour agents secrets. Yokota Megumi avait treize ans lorsqu'elle disparut du port japonais de Niigata, en 1977. Ses parents embrassèrent immédiatement sa cause, faisant naître le mouvement pour la libération des Japonais enlevés. La question des enlèvements devint – et demeure en 2005 – la principale pierre d'achoppement sur le chemin de la réconciliation.

## Les enlèvements

Le 17 septembre 2002, le Premier ministre Koizumi surprit la communauté internationale en effectuant une visite à Pyongyang. Ce geste inattendu était le résultat de négociations longues et secrètes qui commencèrent à l'initiative du côté nord-coréen à la fin de 2001. « M X », un Nord-Coréen qui jouissait de la confiance du leader Kim Jong Il, se mit en contact avec Tanaka Hitoshi, chef du Bureau Asie-Pacifique du ministère des Affaires étrangères japonais, qui en rendit compte au Premier ministre Koizumi et des contacts secrets commencèrent. Les seuls au courant de ces négociations furent le Premier ministre, son ministre des Affaires étrangères et trois autres officiels de haut rang. Abe Shinzo, le secrétaire en chef adjoint du cabinet, qui était en faveur d'une ligne dure, ne sut rien des négociations jusqu'à ce qu'elles fussent révélées à une réunion, à Pyongyang, par des chefs de bureau des deux ministres des Affaires étrangères en août 2002.

La rencontre de septembre entre les gouvernants du Japon et de la Corée du Nord fut tendue et dramatique. Elle ne dura qu'un après-midi. Les deux chefs de gouvernement s'entendirent pour faire « tous les efforts possibles pour une normalisation rapide des relations ». Koizumi exprima de « profonds remords et des excuses sincères » pour les terribles dommages et souffrances infligés aux Coréens pendant l'ère coloniale, et de son côté Kim Jong Il présenta ses excuses pour l'enlèvement de treize Japonais et pour l'envoi d'avions espions dans les eaux territoriales japonaises. Plus spécifiquement, Kim présentait ses excuses et reconnaissait l'enlèvement entre 1977 et 1982 d'un groupe de civils japonais disparus soudainement de plages reculées du Japon. Insistant sur le fait qu'il n'avait aucune connaissance personnelle de cette affaire, il imputa les enlèvements à « certains éléments d'une agence spéciale d'État » qui « s'étaient laissés emporter par le fanatisme et le désir de gloire ».

Trois semaines après le Sommet, cinq des treize kidnappés rentrèrent au Japon à bord d'un avion spécial. Les « cinq de

Pyongyang »<sup>3</sup> – deux couples mariés enlevés dans des soirées de l'été 1978 et une femme disparue sur l'île de Sado au cours du même été – rentrèrent à Tokyo le 15 octobre 2002, pour ce qui était supposé n'être qu'un séjour de dix à quinze jours. Selon l'accord conclu entre les deux gouvernements, les cinq devaient ensuite retourner à Pyongyang afin de réfléchir à leur futur à long terme et à celui de leurs familles.

Kim avait également présenté des excuses pour les incursions de « bateaux mystérieux » dans les eaux territoriales japonaises. Une semaine seulement avant la rencontre de Pyongyang, le Japon avait renfloué un bâtiment qu'il avait coulé après de brefs tirs d'artillerie dans l'est de la mer de Chine en décembre 2001, laissant à Kim peu de choix si ce n'était de reconnaître l'incursion. Il déclara maladroitement qu'une unité des Forces spéciales était engagée dans des manœuvres : « Les Forces spéciales sont une relique du passé et je vais prendre des mesures pour les supprimer. » Le côté nord-coréen attribua ces violations des droits de l'homme, de citoyens japonais et de la souveraineté de l'État japonais à la situation anormale entre les deux pays et promit qu'ils ne se renouvelleraient jamais.

Les excuses du Japon furent possibles lorsque Pyongyang renonça à sa demande de compensations en échange de la promesse d'une « coopération » économique japonaise. Les deux parties devaient en tirer bénéfice. Selon les calculs du PLD, la normalisation conduirait à des programmes substantiels d'aide et de développement, ouvrant de lucratives perspectives d'affaires aux factions du Parti associées à l'industrie du bâtiment frappée par la récession. Pour Pyongyang, le besoin d'une reconstruction économique pesa plus lourd que les réticences devant l'abandon des demandes de compensation pour le passé.

Au commencement, la réponse publique japonaise fut favorable. La reconnaissance par la Corée du Nord de ses actions criminelles en même temps que ses excuses étaient des actes sans précédents dans son histoire. La réponse conciliante de Kim Jong Il, qui concédait tant à son vieil ennemi le Japon, montrait combien il était déterminé à opérer une percée dans l'établissement des relations. Pourtant, au lieu de prendre ces excuses pour un désir de tourner une nouvelle page, le Japon et les États-Unis dénoncèrent le leader nord-coréen et en appelèrent à davantage de

---

<sup>3</sup> La femme disparue sur l'île de Sado, Soga Hitomi, avait été enlevée avec sa mère. En RPDC, elle avait épousé un déserteur de l'armée américaine, Charles Jenkins, et le couple avait eu deux filles (NDLR).

sanctions. Quant aux excuses du Japon, elles furent totalement oubliées à Tokyo et ignorées des médias japonais. Les « torts » causés par le Japon pendant trente-cinq ans de régime colonial semblaient, aux yeux des media dominants et à ceux d'une grande partie du public, n'être rien en regard du mal fait au Japon au cours des décennies plus récentes.

Les explications que donna Pyongyang sur le sort des huit enlevés restants suscita tout particulièrement la colère japonaise. On disait qu'un couple était mort entre 1979 et 1981, tous les deux de crise cardiaque, alors que le mari n'avait que vingt-quatre ans et sa femme vingt-sept. De plus, le mari aurait eu cette attaque pendant qu'il nageait un jour où il s'avéra qu'un typhon s'était abattu sur la côte coréenne. Un second couple était soi-disant mort à une semaine d'intervalle l'un de l'autre en 1986, l'un d'une cirrhose du foie, l'autre d'un accident de la circulation. Un troisième couple était mort avec son enfant des émanations d'un appareil de chauffage au charbon défectueux.

Fort à propos, les corps avaient disparu au milieu des années 1990, emportés dans des inondations, des explosions de barrages et des glissements de terrain. Pyongyang déclara que les restes d'une septième victime, prétendument morte dans un accident de la circulation en 1996, avaient d'abord été emportés par les inondations mais avaient ensuite été récupérés et réinhumés dans une tombe commune. Soumis à des tests ADN les restes humains se révélèrent être ceux d'une femme d'âge moyen. Le huitième enlevé, le cas le plus poignant, est celui de l'écolière Yokota Megumi. Selon Pyongyang, elle avait épousé un Coréen et donné naissance à un fille, Hye Gyong, mais avait souffert de dépression et s'était suicidée en 1993 alors que sa fille avait tout juste cinq ans.

Incrédules, les familles des victimes taxèrent ces explications de travestissement de la vérité et affirmèrent que leurs proches devaient encore être en vie et ramenés au pays, si nécessaire « par la force ». Le soupçon se répandit qu'il pourrait y avoir plus d'enlevés que l'on avait imaginé au début – quarante peut-être ou même une centaine.

L'attention des media se focalisa sur les « cinq de Pyongyang ». Le public japonais assista au drame de la lente réappropriation de leur « être japonais » et du rejet de leurs badges à l'effigie de Kim Jong Il, avec des larmes de soulagement national. Toutefois, les media les plus en vue ne signalèrent pas que, pendant l'ère coloniale, le Japon avait enlevé des centaines de milliers de Coréennes pour qu'elles servent en tant que « femmes de réconfort » aux soldats japonais et des Coréens des deux sexes pour travailler

dans des mines, des usines ou occuper des emplois subalternes dans l'armée japonaise, comme gardes-chiourme des prisonniers occidentaux pendant la Seconde Guerre mondiale. Replacées dans ce contexte historique plus large par des Coréens au nord et au sud, la transformation d'enlèvements manifestement criminels de treize citoyens japonais en crise du siècle et celle des Japonais en victimes absolues de la brutalité asiatique prenaient un air douloureux d'irréalité.

Un mouvement national composé de trois courants principaux mit la question des enlèvements au centre de tout : l'Association nationale pour la libération des Japonais enlevés par la Corée du Nord (Sukuukai ou « Association pour la délivrance »), l'Association nationale des familles de Japonais enlevés par la Corée du Nord (Kazokukai ou « Association des familles »), l'Association des Parlementaires pour la libération des Japonais enlevés (Rachi Giin Renmei). Toutes sont d'avis qu'il faut exercer une pression maximum sur la Corée du Nord et, en cas d'échec des négociations, aller au secours des enlevés. Sato Katsumi, qui est l'un des fondateurs de la Sukuukai, a écrit que le Japon devrait se focaliser sur des « opérations » conduisant à l'effondrement du régime de Kim Jong Il. Pourtant, le renversement du gouvernement de Pyongyang entraînerait vraisemblablement un tel bouleversement politique et social que les réunions des familles en seraient rendues plutôt improbables.

Des parlementaires du PLD ont fait valoir que les « cinq de Pyongyang » ne devaient pas être renvoyés en Corée du Nord, en opposition directe avec l'accord que Kaizumi venait de négocier. De plus, le gouvernement japonais demandait la remise des enfants des enlevés, c'est-à-dire leur « retour » dans un pays dont ils ignoraient tout. Cinq d'entre eux, à ce moment-là, vivaient à Pyongyang sans savoir le moins du monde que leurs parents étaient japonais, encore moins des enlevés japonais. Ils ignoraient également que leurs parents ne seraient pas autorisés à rentrer chez eux. Des tests d'ADN prouvèrent, en octobre, que Kim Hye Gyong, la fille supposé de Yokota Megumi, était en effet biologiquement liée aux parents de Yokota, corroborant ainsi les déclarations de la Corée du Nord. En dépit du fort désir exprimé par le père de Megumi de rencontrer sa petite-fille, même si cela impliquait un voyage en Corée du Nord, des officiels de la Sukuukai le persuadèrent d'abandonner cette idée.

Les media alimentaient et cultivaient tour à tour un marché de masse de l'hostilité, de la peur et de préjugés. De 1991 à 2003, les maisons d'édition japonaises ont publié quelque 600 livres sur la Corée du Nord, la majorité écrasante d'entre eux violemment

hostiles<sup>4</sup>. Après la rencontre de septembre 2002, les journaux télévisés offrirent une surabondante couverture de la Corée du Nord, souvent trois ou quatre programmes en une seule journée, chacun exposant un aspect négatif ou un autre de l'État ou de la société nord-coréenne, depuis les transfuges et la famine jusqu'à la corruption, les missiles et les menaces nucléaires. Les mémoires du transfuge Hwang Jang Yop, publiées en Corée du Sud avec le titre « J'ai vu la vérité de l'Histoire : Mémoires de Hwang Jang Yop » furent intitulés en japonais « Déclaration de guerre à Kim Jong Il : Mémoires de Hwang Jang Yop ». La suite reçut un titre encore plus haut en couleur : « N'ayez pas peur d'un chien enragé ». Un manga illustrant la vie de Kim Jong Il, publié au milieu de l'année 2003 et décrivant Kim comme un despote dépravé, violent et sanguinaire, se vendit à un demi-million d'exemplaires au cours des trois premiers mois, davantage probablement que tous les livres jamais publiés en anglais sur la Corée mis ensemble. Les lecteurs japonais semblaient se délecter de ces récits du « mal » absolu, surtout quand ils étaient relevés de détails scabreux sur la vie familiale compliquée de Kim Jong Il.

Des personnalités marquantes impliquées dans la tentative de normalisation firent face à des attaques virulentes. Lorsqu'un agresseur anonyme posa une bombe devant la résidence de Tanaka Hitoshi, le représentant officiel du ministère des Affaires étrangères qui avait participé aux négociations avec la Corée du Nord en 2001-2002, le gouverneur de Tokyo, le puissant et populaire Ishihara Shintaro, déclara qu'« il l'avait bien cherché ». Mis en demeure de s'expliquer, Ishihara dit qu'il n'avait pas voulu apporter son soutien à la terreur, ajoutant cependant que Tanaka « méritait de souffrir mille morts ».

Lorsque des discussions ultérieures eurent lieu à Kuala Lumpur à la fin d'octobre 2002, les délégués japonais exigèrent la remise inconditionnelle des enfants des cinq enlevés rapatriés et déclarèrent qu'aucune autre discussion ou négociation ne pourrait avoir lieu avant qu'une date pour ce retour ne soit fixée. Le Japon exigeait aussi de la Corée du Nord des compensations pour les enlèvements, alors qu'il avait écarté toute idée de compensation aux victimes de l'ère coloniale. Une poignée de vies japonaises pesait de toute évidence plus que des centaines de milliers, voire des millions de vies coréennes. Pendant ce temps-là, le côté coréen

<sup>4</sup> Pour une liste complète des livres publiés depuis 1984 sur la question nord-coréenne : Wada Haruki et Takasaki Shuji [eds.], *Kita Chosen hon do yomu ka*, Akashi shoten, 2003, pp.198-223.

demandait le renvoi des cinq à Pyongyang. Il considérait l'ajout de nouvelles conditions pour la réouverture de négociations entre les deux États comme une violation de la Déclaration de Pyongyang. La base fragile de confiance sur laquelle Koizumi et Kim s'étaient engagés à lancer les relations fut brisée.

De son côté, Abe Shinzo était d'opinion que la Corée du Nord allait être contrainte par la pauvreté et le désespoir à accepter les conditions du Japon. « Au Japon », dit-il en novembre 2002, « il y a de la nourriture et il y a du pétrole et comme la Corée du Nord ne pourra pas passer l'hiver sans les deux, elle ne va pas tarder à craquer ». Mais la Corée du Nord n'a pas craqué. Au lieu de cela, une impasse prolongée qui ne dura pas un mais deux hivers s'ensuivit.

### **Le désaccord**

Le tour négatif que prirent les relations nippo-coréennes après les révélations sur les enlèvements et le retour des cinq au Japon encouragea les partisans de la ligne dure. En février 2004, la Diète passa une loi qui mettait fin aux échanges commerciaux avec la Corée du Nord ainsi qu'à l'envoi de fonds vers ce pays, préparant le terrain pour l'imposition de sanctions économiques. Quand bien même il était clair que le Premier ministre Koizumi n'avait pas l'intention de l'appliquer.

Malgré cela, des négociations pour rouvrir des discussions sur la normalisation se poursuivirent dans les coulisses. Le 22 mai 2004, le Premier ministre Koizumi retourna à Pyongyang. A son départ il expliqua ses intentions : « C'est dans l'intérêt national des deux pays de normaliser leurs relations, de transformer des rapports hostiles en rapports amicaux et la confrontation en coopération. » A Pyongyang, Koizumi réaffirma son désir d'établir des relations diplomatiques et promit que, aussi longtemps que la Déclaration de Pyongyang serait respectée, Tokyo n'appliquerait pas de sanctions. Il promit aussi 250 000 tonnes d'aide alimentaire et 10 millions de dollars de fournitures médicales et s'engagea à réfléchir à la question de la discrimination contre les résidents coréens au Japon. En retour, le côté nord-coréen accepta de considérer que « les cinq » étaient rentrés définitivement plutôt que temporairement et autorisa leurs enfants à quitter le pays avec Koizumi, pour permettre à Charles Jenkins et ses deux enfants de rencontrer Soga dans un pays tiers et d'ouvrir une « réinvestigation sincère » des cas des huit autres (enlevés) dont on ne savait pas exactement où ils se trouvaient. Les deux côtés étaient d'accord pour revenir aux principes de base de la Déclaration de Pyongyang et pour reprendre des négociations constructives.

Plus tard, lorsqu'on lui demanda ses impressions sur le leader nord-coréen, Koizumi dit à la Diète : « Je pense que pour beaucoup son image est celle d'un dictateur effrayant et bizarre mais lorsqu'on le rencontre, qu'on parle avec lui, c'est quelqu'un d'affable, de gai, qui aime plaisanter et vif d'esprit ». Koizumi confirmait ainsi les points de vue de Kim Dae Jung et Madeleine Albright.

L'Association des Familles fustigea Koizumi, déclarant que la mission avait abouti au « pire des résultats » parce qu'il n'avait pas personnellement ramené la famille de Soga ni fourni d'explication satisfaisante aux nombreuses anomalies dans le rapport originel. La plupart des commentateurs se firent l'écho de cette critique, qualifiant la visite d'« échec diplomatique ». La population japonaise semblait être d'un autre avis : selon un sondage du 23 mai dans le *Asahi Shimbun*, 67 % des personnes interrogées évaluèrent positivement la mission de Koizumi. Sur la question de l'ouverture des relations diplomatiques, 47 % y étaient favorables, et 38 % seulement opposés. D'autres enquêtes obtinrent des résultats similaires.

Le succès de la deuxième tentative de Koizumi dépendait de la réouverture de l'enquête sur les huit enlevés manquants. Celle-ci confirma que les huit étaient morts et qu'il n'y avait pas de trace que les autres recherchés par le Japon – y compris la mère de Soga Hitomi – aient jamais pénétré dans le pays. Toutes les données importantes concernant les morts avaient été effacées et quelques rares documents pouvaient être fournis. Les enquêteurs japonais réussirent toutefois à interroger des personnes en rapport avec ces cas. Le plus important était Kim Chol Jun, le mari de Yokota Megumi, présenté en 2002 comme un employé d'une compagnie d'import-export. En 2004, il se révéla qu'il avait travaillé pour une « agence » très spéciale que Kim Jong Il tenait pour responsable des enlèvements. Après avoir passé deux heures et demie à parler avec des officiels japonais, Kim Chol Jun refusa toutefois d'être photographié ou filmé ou de se soumettre au test d'ADN qui prouverait qu'il était vraiment le père de Hye Gyang. Il n'autorisa pas non plus les officiels japonais à emporter avec eux, pour l'examiner, la photographie qui le montrait avec Yokota Megumi et leur fille. Il réunit, cependant, ce qu'il disait être les restes de sa femme qu'il avait déterrés après le premier enterrement, puis incinérés et conservés depuis.

Le 8 décembre le résultat de l'analyse qui avait été officiellement commanditée fut annoncé. L'Institut national de recherche de la police scientifique avait été incapable d'obtenir un résultat, mais le département médical de l'université de Tokyo, qui

jouit d'une grande réputation dans le domaine des analyses d'ADN mitochondrial, eut, lui, plus de succès. Il ne trouva aucune trace de l'ADN de Megumi mais ceux de deux personnes sans rapport avec l'affaire.

Le 24 décembre, le gouvernement japonais publia un rapport détaillé sur le résultat de son enquête. Il concluait qu'il n'y avait « absolument aucune preuve » pour appuyer les affirmations de la Corée du Nord que les huit étaient morts – ou que deux autres prétendus enlevés aient jamais mis les pieds en RPDC. Le gouvernement croyait dans la possibilité qu'ils fussent encore en vie et demandait leur retour immédiat sous peine de pénalités sévères non spécifiées. Ce saut de logique injustifiable, depuis l'échec de la nouvelle enquête de la Corée du Nord à établir de manière convainquante la mort des victimes kidnappées à la supposition qu'elles devaient être en vie jusqu'à l'exigence qu'elles fussent rendues, passa inaperçu dans les débordements de colère.

Pour protester contre ce qu'il interprétait comme une tromperie délibérée de la Corée du Nord, le gouvernement japonais gela l'envoi de toute aide « humanitaire » après que la moitié des céréales et des fournitures médicales promis par Koizumi en mai eut été envoyée, montrant ainsi que l'aide avait été politique plutôt qu'humanitaire.

La réponse formelle de la Corée du Nord fut donnée le 24 janvier sous la forme d'un « mémorandum » de l'Agence centrale d'information. Pour ce qui était des ossements, elle soulignait que les analyses de l'Institut de Police et de l'université de Tokyo étaient arrivées à des conclusions différentes et faisait valoir qu'il était malhonnête et non-scientifique d'accorder crédit à une seule conclusion. Elle faisait remarquer que du moment que les restes humains en Corée du Nord sont incinérés à 1200 degrés centigrade, il était « normal » que les analyses d'ADN n'aient rien donné. Elle s'éleva aussi devant le fait que le nom de l'analyste n'était pas joint au compte rendu d'expertise. La conclusion du mémorandum, à savoir que le résultat de l'analyse était « une fabrication forgée par des éléments corrompus » pourrait être excessive, mais les doutes qu'elle soulevait au sujet du résultat de l'analyse japonaise ne pouvaient pas être écartés à la légère. Le mémorandum accusait également le Japon d'avoir rompu sa promesse « de remettre ces restes directement aux parents de Yokota Megumi et de ne rien publier sur l'affaire ». Il concluait en disant que « le Japon non seulement était allé jusqu'à contrefaire les résultats d'une analyse d'os humains et refusait d'admettre que la question des enlèvements avait été réglée mais il niait aussi complètement notre sincérité et nos efforts ».

Les déclarations nord-coréennes jouissaient de peu de crédibilité au Japon et les déclarations du gouvernement nippon furent prises, au moins au début, comme définitives. Le niveau de technologie japonais, présumait-on, avait mis au jour la supercherie de la Corée du Nord. La Corée du Nord avait de fait donné une version de Megumi truffée d'inconsistances.

Bien que le Japon ne prît pas la protestation de la Corée du Nord au sérieux, Pyongyang reçut un appui inattendu de la part de la revue *Nature*. Dans son numéro du 3 février 2005, celle-ci révéla l'identité de la personne qui avait procédé à l'analyse à l'université de Tokyo. Cet analyste avait déclaré à *Nature* qu'il n'avait aucune expérience antérieure dans l'analyse de spécimens incinérés et que ses tests étaient peu concluants. Il comparait les échantillons en question à des « éponges desséchées pouvant absorber n'importe quoi » et qui pouvaient être facilement contaminées par contact. En bref, une des revues scientifiques mondiales les plus autorisées déclarait que l'analyse japonaise n'était en rien décisive. Cette même personne avait écrit dans un manuel d'analyse ADN publié en 1999 que la procédure d'extraction était si délicate que le principe d'une confirmation indépendante était crucial. Autrement dit, en exécutant la commande du gouvernement japonais, elle n'avait pas respecté la procédure préconisée par elle-même.

Lorsque le secrétaire en chef du Cabinet gouvernemental, Hosoda Hiroyuki, affirma que la revue donnait une présentation déformée de l'analyse commanditée par le gouvernement, *Nature* répondit dans un éditorial au ton très inhabituel : « Le Japon a raison de mettre en doute chacune des déclarations de la Corée du Nord. Mais son interprétation des tests ADN a passé la frontière qui sépare la liberté scientifique de l'ingérence politique. L'entrevue de *Nature* avec le savant qui a procédé aux tests a soulevé la possibilité que les restes étaient tout simplement contaminés, rendant de ce fait les tests en question peu concluants [...] Les pratiques scientifiques ne sont pas mises en cause mais plutôt le fait que le gouvernement se mêle si peu que ce soit de matières scientifiques. La science est basée sur le principe que les expériences avec toute l'incertitude qui leur est liée doivent pouvoir se prêter à des contre-examens minutieux. L'argument qu'avancent d'autres savants japonais, à savoir que les tests auraient dû être effectués par une équipe plus nombreuse, est convainquant [...]

La politique du Japon ressemble à un effort désespéré pour pallier un échec diplomatique... Une partie de la responsabilité de l'échec diplomatique et politique est rejetée sur un savant qui n'a fait que son travail... tirant des conclusions d'expériences et formulant des doutes raisonnables à leur sujet. Mais la friction

entre la Corée du Nord et la Japon ne sera pas réglée par un test d'ADN. De la même manière, l'interprétation de résultats de tests d'ADN ne relève du gouvernement d'aucun des deux pays. Traiter avec la Corée du Nord n'est pas une partie de plaisir mais cela ne justifie pas la violation des règles de séparation entre la science et la politique. »<sup>5</sup>

Mise à part une brève référence dans un hebdomadaire, des mois passèrent avant qu'un seul mot de cet échange peu banal ne pénètre les media de masse japonais. Quant à l'analyste, il fut promu au poste prestigieux de chef du secteur médico-légal du Département de la police métropolitaine de Tokyo. Ce qui lui interdisait de se prêter à aucune déclarations dans les media<sup>6</sup>. Quand il fut suggéré qu'on subodorait derrière tout cela la complicité du gouvernement dans « la soustraction de témoins », le ministre des Affaires étrangères répondit qu'il était « extrêmement regrettable » que l'intégrité scientifique du Japon soit dénigrée de la sorte<sup>7</sup>.

La réaction des familles des enlevés à la controverse de l'ADN s'est alignée sur la ligne gouvernementale. Les Yokota ont également, jusqu'ici, écarté la possibilité d'autres actions, comme de se rendre eux-mêmes en Corée du Nord pour rendre visite à leur petite fille et d'exercer une pression directe sur les autorités nord-coréennes pour qu'elles mènent une enquête plus sincère.

D'autres irrégularités surgirent dans l'histoire de Tokyo. Le professeur émérite Ishiyama Ikuo écrivit dans le numéro de juin de la revue médicale *Microscope* que les autorités devaient être parvenues à la conclusion qui fut la leur au sujet des restes humains en se basant sur « d'autres renseignements » que le rapport de l'analyste, étant donné que son travail avait seulement établi le fait que l'ADN de Megumi n'était pas présent dans l'échantillon.

Le 31 mars 2005, Song Il-ho, directeur du département Asie du ministère des Affaires étrangères nord-coréen, rencontra Wada Haruki et d'autres personnes à Pyongyang. Il critiqua le Japon pour son manque de sincérité, signalant que celui-ci essayait d'établir une distinction nette entre le régime colonial et l'enlèvement, tous deux phénomènes du xx<sup>e</sup> siècle que vingt cinq années seulement séparaient, comme si une question appartenait

<sup>5</sup> « Politics versus reality », *Nature*, vol. 434, 17 mars 2005, p. 257.

<sup>6</sup> David Cyranoski, « Geneticist's new post could stop him testifying about DNA tests », *Nature*, vol. 437, 7 avril 2005, p. 685.

<sup>7</sup> Machimura, en réponse à une question parlementaire, 30 mars 2005.

au passé et l'autre au présent. Il exprima la grave préoccupation de son gouvernement du fait que la Corée du Nord avait mené une enquête qu'il qualifiait d'« exhaustive » sur les enlèvements, avait présenté seize témoins pour être interrogés par les Japonais à Pyongyang en novembre 2004, avait remis les restes de Megumi pour, au bout du compte, se voir rabrouée et insultée par les Japonais. Il suggéra que les restes pourraient être soumis à une institution d'un pays tiers pour une vérification indépendante et conclut : « Nous pouvons vivre sans le Japon. Koizumi a fait ce qu'il fallait mais des forces d'opposition lui ont barré le chemin. »

### Question de sécurité

Tandis que l'impasse dans l'affaire des enlèvements continuait, la crise au sujet des questions de sécurité s'exacerba. En 1994, une confrontation nucléaire entre les États-Unis et la Corée du Nord ne fut résolue qu'au seuil de la guerre par la mission de Jimmy Carter à Pyongyang aboutissant à « l'Accord Cadre », selon lequel la Corée du Nord gelait ses programmes nucléaires destinés à la fourniture d'énergie et plaçait ses déchets de plutonium sous contrôle international en retour de la promesse de la construction de deux réacteurs à eau légère, de la fourniture de pétrole brut dans l'intérim précédant leur construction, et de la normalisation des relations économiques et politiques.

L'Accord Cadre fut préservé pendant presque une décennie durant laquelle les préoccupations sécuritaires du Japon portèrent surtout sur les missiles de la RPDC. Aucun autre incident, peut-être, ne concentra autant l'attention sur la Corée du Nord que le lancement du Taepodong qui s'éleva dans le ciel du Japon puis retomba dans l'océan Pacifique à la fin du mois d'août 1998. La pensée qu'une grande partie du pays pouvait se trouver à portée d'un missile de la Corée du Nord contribua à faire reconsidérer les questions de sécurité. Reflétant sa peur profonde de la Corée du Nord, le Japon a consacré depuis la fin des années 1990 un effort extraordinaire à la préparation d'un cadre institutionnel en cas de guerre (il lui préfère l'euphémisme d'« urgence ») : l'accord nippo-américain sur les « nouvelles directives » de 1997 fut suivi en 1999 de la *Loi d'urgence régionale*, des mesures spéciales de 2001-2003 en rapport avec la « terreur » et la situation en Irak et des *Lois d'urgence* de 2004.

Bien que la Corée du Nord ait été un axe majeur dans la réflexion militaire et stratégique du Japon, en termes militaires conventionnels ou en termes de puissance, il n'y avait aucune comparaison entre les deux États. En dépit de son pacifisme

constitutionnel de principe, les dépenses militaires annuelles du Japon sont le double du PIB de la Corée du Nord, et son PIB est, lui, environ deux cents fois plus grand. La Corée du Nord, il est vrai, possède une armée forte de 1,1 million d'hommes, équivalente, pour ce qui est des chiffres seuls, à celle d'une superpuissance. Toutefois, exercices et manœuvres sont rarement signalés. Beaucoup d'unités passent leur temps à creuser et cultiver la terre pour leur propre subsistance, et l'équipement date, en grande partie, des années cinquante alors que la guerre d'Irak de mars 2003 a démontré l'inefficacité du matériel militaire des années 1970 dans les conditions d'aujourd'hui. Le manque de carburant est si sévère que les pilotes ne peuvent s'entraîner que quelques heures par an. Le Japon, pour sa part, possède une armée plus importante que celle de la Grande-Bretagne ou de la France, la cinquième flotte du monde (après les États-Unis, la Russie, la Chine et le Royaume-Uni), et la douzième armée de l'air, plus grande que celle d'Israël. Elle possède 200 chasseurs F15, 16 sous-marins (et en construit un nouveau chaque année), quatre destroyers Aegis et en a deux autres en commande ; elle a inscrit à son budget de 2004 deux porte-avions de 13 500 tonnes (« porte-hélicoptères » selon l'euphémisme officiel) et ce sans compter, par exemple, deux satellites de reconnaissance lancés en 2003 pour espionner la Corée du Nord. Derrière le Japon se trouve la puissance militaire colossale des États-Unis. S'il arrivait à la RPDC de lancer des satellites espions dans le ciel au-dessus de Tokyo ou d'Osaka, une frappe préventive pour s'en débarrasser s'ensuivrait sans aucun doute rapidement.

Pendant que le Japon faisait monter d'un cran les mesures de sécurité, les soupçons concernant le programme nucléaire coréen connurent une vive recrudescence. Le sous-secrétaire d'État James Kelly, de retour d'une visite à Pyongyang en octobre 2002, déclara que la RPDC lui avait confessé l'existence d'un programme secret d'armes à uranium enrichi. Les États-Unis suspendirent alors la fourniture de pétrole brut prévue par l'Accord Cadre et, en réponse, la Corée du Nord se retira en janvier 2003 du Traité de non-prolifération nucléaire et reprit ses plans nucléaires. Confrontés à cette nouvelle phase de la crise, les puissances régionales entamèrent une série de rencontres à Beijing à partir du mois d'août 2003, qui prirent le nom d'« entretiens à six » (États-Unis, Japon, Chine, Russie, Corée du Nord et Corée du Sud). Le rôle du Japon était naturellement prépondérant mais se trouvait paralysé par le fait que l'ire populaire au sujet des enlèvements continuait à peser lourdement sur sa politique. En dépit de tous ses efforts, il ne réussit pas à persuader les autres

pays participants d'inclure la question des enlèvements à l'ordre du jour des entretiens.

Le 10 février 2005, le ministre des Affaires étrangères de la RPDC déclara que son pays possédait un arsenal nucléaire et entendait l'accroître<sup>8</sup>. Cela entrainait en violation claire de la Déclaration Corée du Nord/Corée du Sud de 1992 sur le désarmement nucléaire, de l'Accord cadre EU/RPDC de 1994 et, en esprit au moins, de la Déclaration de Pyongyang par laquelle la Corée du Nord et le Japon s'étaient engagés à résoudre les questions nucléaires en se conformant à tous les accords internationaux pertinents et par la voie du dialogue. Toutefois, les conversations sur la normalisation entre les deux pays étant suspendues, le Japon n'avait plus de voies de communication directes par lesquelles protester ou continuer à traiter cette question.

Alors que le Japon bénéficie depuis longtemps du parapluie atomique américain, la RPDC a dû faire face à la menace d'armes nucléaires qui la visent explicitement depuis la fin de la guerre de Corée et, avec l'effondrement de l'URSS en 1991, elle a perdu la protection du parapluie atomique soviétique. En dépit de cela, elle ne peut jamais invoquer les données sécuritaires régionales pour tenter de justifier ses programmes nucléaires, car cela ne ferait qu'accroître les risques de guerre. Depuis août 2003, les pays de la région se sont donc rencontrés dans le cadre des entretiens à six dans l'espoir de résoudre la crise nucléaire nord-coréenne. Même si le Japon est, à la fois, une victime nucléaire et un État se déclarant non nucléaire, il semble incapable de contribuer à faire en sorte que la RPDC renonce à ses plans.

Les négociations sur les enlèvements étant au point mort, le Japon n'a aucun moyen de se faire entendre de la RPDC. Certains, parmi lesquels des personnalités importantes de la Diète nationale, exigent des sanctions économiques afin d'exercer une pression susceptible de résoudre le problème des enlèvements, mais les spécialistes estiment que seules des sanctions exercées multilatéralement seraient efficaces et qu'elles devraient en conséquence être réservées comme un dernier recours dans la question nucléaire. De plus, les spécialistes de l'économie nord-coréenne font valoir que des sanctions économiques ont peu de

---

<sup>8</sup> Expression utilisée par M. Pak Hyon Zhe, directeur adjoint de l'Institut de la paix et du désarmement, lors d'une rencontre avec Wada Haruki et d'autres, le 30 mars 2005.

chances d'être efficaces parce que les relations commerciales et économiques du Japon avec la Corée du Nord ont déjà été réduites de manière drastique<sup>9</sup>. Les échanges bilatéraux ont chuté de 120 milliards de yens en 1980 à seulement 27 milliards en 2004. Malgré tous les cris qui s'élèvent pour demander des sanctions, le Japon n'a plus les moyens effectifs d'exercer une pression économique sur la Corée du Nord.

Au cours d'échanges nord-sud de haut niveau en juin 2005, Pyongyang a bien fait comprendre que si seulement les États-Unis acceptaient de la traiter de manière amicale, en reconnaissant la RPDC et en la respectant, elle serait prête à revenir à la table de conférence et n'aurait pas besoin d'« avoir une seule arme nucléaire »<sup>10</sup>. Les entretiens des six parties reprirent comme prévu en juillet, mais bien du temps et des efforts seront sans doute encore nécessaires pour résoudre ces problèmes. Une contribution japonaise au processus est cruciale et puisque les armes nucléaires nord-coréennes sont principalement dirigées vers les bases américaines au Japon, on peut même considérer que la résolution du problème nucléaire nord-coréen est une question de vie et de mort pour le Japon.

Avec le gel complet des négociations sur les enlèvements, le Japon s'offrait à la critique de la dérobade. Très vraisemblablement, il ne peut espérer exercer une influence sur la RPDC que quand il aura indiqué clairement qu'il ouvrira des relations diplomatiques et une coopération économique, dès lors que Pyongyang aura renoncé à ses plans nucléaires. Pour ce faire, le Japon a besoin d'une autre stratégie à propos des enlèvements.

### **Vers la normalisation**

Les négociations de normalisation entre le Japon et la Corée du Sud ont duré treize ans, pour se terminer en février 1965. Les conversations avec la Corée du Nord ont débuté en janvier 1991 et se sont poursuivies pendant quatorze ans déjà. Dans le Japon du début du XXI<sup>e</sup> siècle, la colère au sujet des crimes commis contre lui a triomphé de la raison et la vertu offensée a recouvert la diplomatie. Les hommes politiques et les personnalités des media ont perdu la capacité à imaginer le monde du point de vue nord-coréen ou de

<sup>9</sup> Par exemple le professeur Komaki Teruo de l'université Kokugakuin. Cf. « *Nicho kankei to rokusha kyogi* », pp. 51-55.

<sup>10</sup> « *Asahi Shinbum* », 22 juin 2005.

comprendre le sentiment de justice contrariée qui se trouve au cœur du message de Pyongyang. Ce manque d'imagination semble affecter à présent tout autant les rapports avec la Chine et avec la Corée du Sud que ceux avec la RPDC et soulève des questions plus profondes sur la matrice de ce phénomène.

Les hommes politiques et les critiques japonais ont tendance à monter en épingle le paiement de compensations – déguisé aujourd'hui sous le vocable de coopération économique – pour les quarante années de colonisation. L'estimation la plus haute de cette somme est d'environ 1,5 trillion de yens (12 milliards de dollars US), une somme certes considérable, mais bien inférieure à ce que les contribuables japonais ont récemment déboursé pour sauver une seule des nombreuses banques nippones en difficulté et un total insignifiant au regard, par exemple, des sommes dépensées ces dernières années pour maintenir un dollar fort et un yen faible sur les places financières mondiales. Au cours de la dernière décennie, la RPDC a entrepris des efforts variés pour faire redémarrer son économie, en adoptant des réformes inspirées de l'économie de marché, et l'hebdomadaire *The Economist* lui-même estime que ces changements sont vraisemblablement irréversibles<sup>11</sup>. Mais la réforme économique n'est pas véritablement possible tant que perdurent les sanctions et que manquent les capitaux. Un transfert important de capitaux japonais aiderait les efforts de reconstruction du pays, comme le fit en 1965 pour la Corée du Sud, celui de 500 millions de dollars de l'époque.

Le Premier ministre Koizumi doit faire face à une vague montante de pressions et de protestations visant à imposer des sanctions à la Corée du Nord. Pendant trois jours, fin juin 2005, ces critiques venus des associations précitées participèrent à un sit-in qui fit grand bruit, à l'extérieur de son bureau, pour exiger des sanctions, mais Koizumi refusa même de les rencontrer. Koizumi est un homme politique étrange et paradoxal. Ses visites annuelles régulières au sanctuaire Yasukuni indignent les nations asiatiques voisines, en particulier la Chine, et sa participation aux missions militaires américaines en Afghanistan et en Irak laissent deviner un engagement total auprès des États-Unis. Cependant, il a fait de la normalisation des relations avec la Corée du Nord son cheval de bataille personnel. En se rendant à deux reprises à Pyongyang, il a clairement pris ses distances par rapport à la fois

---

<sup>11</sup> « *Free market stirrings in North Korea* » (« Frémissements du libre marché en Corée du Nord »), *The Economist*, 25 juillet 2002.

à la pression intérieure en faveur de sanctions et à celle de Washington, qui voit dans la RPDC un partenaire inacceptable et avec qui il est impossible de traiter. Tel Janus, il est déchiré entre sa loyauté envers les États-Unis, forgée dans le passé, et le rêve d'un rôle central du Japon dans une Asie en pleine renaissance. Il se trouve également pris entre les éléments conservateurs et néo-conservateurs au Japon même.

En septembre 2002 et à nouveau en mai 2004, les initiatives de Koizumi laissèrent entrevoir une Asie orientale radicalement différente, une aire de réconciliation, de normalisation et de coopération. Qu'il soit mû par l'instinct seul ou par le calcul, il semble saisir que le Japon du début du XXI<sup>e</sup> siècle doit faire face à des choix politiques qu'il n'avait pas su saisir aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles : comment parvenir à établir une relation d'égal à égal, coopérative et pacifique, avec ses voisins de la péninsule coréenne et d'Asie du Nord-Est ? Dans son discours à l'ouverture de la session de la Diète, le 20 janvier 2005, Koizumi s'est engagé à « jouer un rôle positif dans la construction d'une communauté de l'Asie orientale ouverte et partageant une prospérité économique respectueuse de la diversité », en écho à sa promesse antérieure de contribuer à « la création d'une région de l'Asie orientale ». Sa déclaration rappelait aussi les termes de celle de Pyongyang sur la coopération régionale de l'Asie du Nord-Est, qu'il avait publiée en commun avec Kim Jong Il en septembre 2002. C'est un fait d'une grande portée que, soixante ans après la disparition de la Sphère de co-prospérité de la Grande Asie orientale et de son idéologie, le Premier ministre japonais puisse parler d'un nouveau régionalisme. La transition allant d'une coopération régionale en Asie du Nord-Est et d'un cadre de confiance réciproque à la « construction d'une communauté extrême-orientale » est un indicateur de la manière dont l'histoire a évolué entre septembre 2002 et janvier 2005. Il n'y a vraisemblablement aucune autre voie vers l'avant pour le Japon que celle-ci.

Aussi est-il triste et exaspérant de voir l'insistance têtue que met Koizumi à se rendre à Yasukuni et son incapacité à régler la question des enlèvements. Ces deux éléments concourent à bloquer les négociations entre le Japon et la RPDC, et à éloigner l'archipel de ses partenaires asiatiques dans le processus de Beijing. On comprend aisément les sentiments des familles des enlevés mais, à considérer la situation objectivement, du moment que le régime de Kim Jong Il a admis les enlèvements et s'en est excusé, qu'il a rendu au Japon les cinq survivants et leurs familles, qu'il a dit que, sur la base d'une double enquête, les huit autres enlevés sont tous morts, que de toutes les pièces se rapportant à leurs biens et à

leurs restes funèbres, il ne subsistait rien, aussi peu satisfaisant cela soit-il, il n'y a pas d'autre terme à l'alternative que d'accepter pour le moment ces faits et de reprendre les négociations, en les abordant de manière différente<sup>12</sup>. Refuser les résultats des deux enquêtes équivaut à refuser de négocier avec le régime de Kim Jong Il, et le Japon ne peut se le permettre. Après avoir changé d'approche, il convient de poursuivre les négociations sur les enlèvements avec ténacité. Les préoccupations du Japon ont plus de chances d'être prises en compte grâce à une reprise du dialogue visant à la création d'une communauté de paix, de stabilité et de confiance en Asie orientale que par des pressions dont le but est de faire tomber le régime nord-coréen.

Pour normaliser ses relations avec la Corée du Nord, le Japon doit dresser le bilan des peines et souffrances endurées par la Corée sous son régime colonial, et de l'appui fourni aux États-Unis pendant la guerre de Corée. En second lieu, la normalisation des relations exigera que la Corée du Nord mette fin aux relations irrégulières et hostiles de ces cinquante dernières années, c'est-à-dire qu'elle reconnaisse les actes illégaux commis pendant cette période, qu'elle promette de ne pas les renouveler, qu'elle apporte réparation. Troisièmement, la tension militaire entre les deux pays doit être réduite. Le développement et le déploiement, par l'un ou l'autre côté, d'armes menaçant la sécurité du voisin devront s'arrêter. Quatrièmement, les deux pays devront joindre leurs efforts et contribuer à l'harmonie régionale et mondiale.

Il existe encore une autre dimension à la situation présente. Le Japon doit passer par une sorte de normalisation interne. Lors de la modernisation du XIX<sup>e</sup> siècle, les Japonais se sont construit une identité nationale non asiatique et, jusqu'à ce jour, la société nipponne reste parcourue par une veine profonde d'anti-asiatisme. Celle-ci se présente sous une forme concentrée dans la vision qu'ont de la Corée du Nord les instances gouvernementales, les médias et la population. Il y a 870 000 résidents coréens au Japon ou *zainichi*, presque tous originaires des provinces méridionales de la péninsule. En raison des caprices de l'histoire depuis la chute de l'empire japonais en 1945, 400 000 possèdent maintenant la citoyenneté sud-coréenne, 240 000 la citoyenneté nord-coréenne et 230 000 la citoyenneté japonaise. Une centaine de milliers d'autres sont rentrés en Corée du Nord dans la décennie qui suivit 1958. Les résidents coréens au Japon affiliés à la RPDC n'ont plus

---

<sup>12</sup> Aujourd'hui, Charles Jenkins et ses deux filles ont retrouvé Soga Hitomi. Le délai décollait que, du fait de sa désertion, la question ne pouvait être réglée sans un geste de la part des États-Unis. (NDLR)

de liens avec leurs tombes ancestrales ni avec leurs familles restées en Corée du Sud. Des personnes et des organisations proches de la Corée du Nord subissent périodiquement intimidations et censure. Des personnalités marquantes du gouvernement, de l'administration, des media et des universités impliquées dans les efforts de normalisation font face à de virulentes dénonciations. Un enfant sur cinq de ceux qui fréquentent des écoles affiliées à la RPDC fait état de mauvais traitements, depuis les insultes verbales jusqu'aux attaques physiques, leurs vêtements étant parfois découpés au cutter dans les transports en commun ou dans la rue<sup>13</sup>. Ces divisions internes à la société japonaise n'auront de chances d'être dépassées que lorsque le pays arrivera à un accord avec son voisin de l'autre côté de la mer.

Toute amélioration dans les relations entre le Japon et la Corée du Nord nécessitera quelques changements dans la position des États-Unis. Comme l'impasse entourant la question nord-coréenne s'approfondissait en 2005, le gouvernement américain émit des signaux contradictoires. D'une part, il a reconnu le statut d'État souverain de la RPDC, répétant qu'il n'avait aucune intention de l'attaquer, et a demandé que la Corée du Nord revienne sans conditions à la table des négociations de Beijing. D'autre part, non seulement Washington semblait déterminé à acculer Pyongyang, mais aussi elle faisait peu de cas des objections des autres participants aux rencontres à six. L'administration Bush a qualifié Kim Jong Il de « tyran » et d'« individu dangereux », et présenté la RPDC comme un « avant-poste de la tyrannie »<sup>14</sup>. Bien que le président Bush n'ait disposé que de quarante-cinq minutes pour une rencontre glaciale avec le président de la Corée du Sud Roh, en juin 2005, il se rendit disponible quelques jours plus tard, pendant presque la même durée, pour le réfugié de Corée du Nord bien en vue Kang Chol Hwan, afin de lui faire partager sa conviction que les violations des droits de l'homme par la Corée du Nord étaient la question clef et le renversement du régime l'objectif recherché<sup>15</sup>. Il n'était donc pas complètement déraisonnable pour

<sup>13</sup> Fujita Yutaka : « *Zainichi Korian no kodomotachi ni taisuru jitai chōsa* », in *Sekai*, octobre 2003, pp. 246-254.

<sup>14</sup> Diverses déclarations du président Bush, de la secrétaire d'État Condoleezza Rice et de la sous-secrétaire d'État aux affaires mondiales Paula Dobriansky, entre janvier et mai 2005.

<sup>15</sup> Non seulement le président Bush, mais aussi le vice-président Cheney et le conseiller pour la sécurité nationale Stephen J. Hadley étaient présents à cette rencontre (interview de Kang à Asahi TV, Tokyo, le 28 juin 2005).

la Corée du Nord d'objecter que « se présenter aux conférences juste parce que la partie qui nous nie complètement et essaie de nous renverser nous dit de venir, seul un idiot accepterait de le faire »<sup>16</sup>.

La neutralisation du programme d'armes nucléaires nord-coréennes passant par un programme d'ensemble de normalisation des relations diplomatiques, politiques et économiques avec le régime de Kim Jong Il est l'objectif partagé par trois des pays de la conférence de Beijing, la Corée du Sud, la Chine et la Russie. Jusqu'aux rencontres de juillet à Beijing, Washington avait semblé, pour sa part, s'engager en faveur de la « démocratisation » et des « droits de l'homme ». La position du Japon était donc cruciale. Un jour ou l'autre, dans un proche avenir, il lui faudra la préciser.

Bien que le terme de son gouvernement allât jusqu'en septembre 2006, à l'été 2005 le Premier ministre Koizumi a parié sur la dissolution de la chambre basse et la tenue d'élections anticipées pour obtenir un vote de confiance à son endroit. S'il gagne la confiance du peuple, prendra-t-il des mesures pour atteindre son but politique, ouvrir des relations entre le Japon et la RPDC ? Le temps seul le dira.

*Traduction de l'anglais par Huguette Quintin*

---

<sup>16</sup> Ministère des Affaires étrangères de la RPDC : « *Mémoire sur les discussions à six* », 4 mars 2005.

